



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**METHABOUL'**

route de charlas

--

31350 Blajan

Références : 2025 - 449  
Code AIOT : 0100008956

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement METHABOUL' implanté Chemin des Vignes 31350 Blajan. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle, l'installation ayant été mise en fonctionnement il y a moins de 6 mois.

Cette nouvelle unité de méthanisation agricole a fait l'objet d'un dossier d'enregistrement déposé en novembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METHABOUL'
- Chemin des Vignes 31350 Blajan
- Code AIOT : 0100008956
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Méthaboul' exploite une installation de méthanisation agricole depuis mars 2025 (première injection dans le réseau au 15/05/2025).

Cette unité est soumise à enregistrement au titre de la rubrique n°2781-1-b de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté préfectoral du 23 mai 2023 encadre les activités du site, en complément de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié relatif aux installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a précisé à l'inspection que l'installation serait bientôt soumise à la directive RED II (lorsque le débit d'injection dépassera 200 Nm<sup>3</sup>/h).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Implantation.                                                       | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 6        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 3  | Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion. | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 4  | Cloûture de l'installation.                                         | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17       | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 6  | Accessibilité des engins à proximité de l'installation.             | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II. | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 7  | Accessibilité des secours                          | Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2         | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 2 mois                |
| 8  | Ventilation des locaux.                            | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19        | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 2 mois                |
| 9  | Installations électriques.                         | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 10 | Systèmes de détection et d'extinction automatiques | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 11 | Moyens de défense incendie                         | Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.1       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 12 | Ventilation et détection de gaz                    | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26        | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 13 | Dispositifs de rétention.                          | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 15 | Dispositifs de rétention.                          | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > III. | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 16 | Rétention des eaux incendies                       | Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 18 | Destruction du biogaz.                             | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 19 | Traitement du biogaz.                              | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 22 | Surveillance de la méthanisation.                  | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35        | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 23 | bis - Systèmes d'épuration du biogaz.              | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Surveillance de l'installation et astreinte.             | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9        | Sans objet        |
| 5  | Accessibilité.                                           | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I.  | Sans objet        |
| 14 | Dispositifs de rétention.                                | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > II. | Sans objet        |
| 17 | Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolat. | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 31       | Sans objet        |
| 20 | Stockage du digestat.                                    | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34       | Sans objet        |
| 21 | bis - Réception des matières.                            | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34       | Sans objet        |
| 24 | Composition du biogaz et prévention de son rejet.        | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48       | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a mis en évidence 17 faits non-conformes (demandes de justificatifs et / ou d'actions correctives) relatifs à :

- certains équipements / dispositifs de l'installation (torchère notamment) ne sont pas localisés conformément au plan de situation transmis dans le cadre du dépôt du dossier à enregistrement ;
- des locaux contenant des canalisations biogaz (local technique et local chaufferie) ne sont pas considérés comme étant ATEX dans le plan de zonage ;
- les heures de réception de l'installation ne sont pas indiquées au niveau de l'accès principal ;
- l'exploitant n'a pas justifié du respect des dimensions de l'aire de retournement du site ;
- la consigne indiquant l'interdiction du stationnement des véhicules au niveau de la bâche incendie n'a pas encore été affichée ;
- le local épuration n'est pas équipé d'un détecteur de monoxyde de carbone (le local technique - s'il est considéré comme une zone ATEX - n'est pas équipé des 3 types de détecteurs gaz) ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les équipements de sécurité étaient bien secourus et que l'injection du biogaz dans le réseau était coupée en cas de panne électrique ;
- le local chaufferie ne dispose pas de détecteur de fumées ;
- la bâche incendie n'a pas encore été réceptionnée par le SDIS ;
- le local chaufferie - s'il est considéré comme une zone ATEX - n'est pas équipé de détecteurs gaz ;
- l'exploitant n'a pas justifié le respect de la surface de rétention associée aux digesteurs / post digesteur / stockage de digestat et de l'étanchéité de la pré-fosse (l'exploitant n'a pas non plus justifié que la rétention assurée par le volume du local technique ne génèrera pas de sur-accident) ;
- la rétention de l'installation n'est pas assurée par une géomembrane PEHD conformément au

dossier d'enregistrement déposé ;

- l'exploitant n'a pas justifié le respect du volume des deux bassins d'orage et de la présence des différents équipements sur le réseau ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la torchère dispose bien d'un arrête-flammes et de préciser sa pression de service ;
- aucune consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le méthaniseur n'a été formalisée ;
- la pression du biogaz et la quantité de biogaz produit dans les digesteurs / post-digesteur ne sont pas retranscrites dans l'outil de suivi de l'installation. Le pH et l'alcalinité ne sont pour l'instant pas mesurés. L'exploitant n'a pas pu préciser le seuil d'alarme associé à la pression de biogaz ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les gaz d'effluents ne contiennent pas plus de 0.5% de méthane (en volume).

L'exploitant a été informé des suites susceptibles d'être données à l'issue de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Règles d'implantation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>Arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié, article 6 :</u><br><br>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation de méthanisation satisfait les dispositions suivantes :<br>-La distance entre les installations de combustion ou un local abritant ces équipements (unités de cogénération, chaudières) et les installations d'épuration de biogaz ou un local abritant ces équipements ne peut être inférieure à 10 mètres.<br>-La distance entre les torchères ouvertes et les équipements de méthanisation (digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 15 mètres. La distance entre les torchères fermées et les équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 10 mètres. La distance entre les torchères et les unités de connexes (local séchage, local électrique, local technique) ne peut être inférieure à 10 mètres.<br>-La distance entre les aires de stockage de liquides inflammables ou des matériaux combustibles (dont les intrants et les arbres feuillus à proximité) et les sources d'inflammation (par exemple : armoire électrique, torchère) ne peut être inférieure à 10 mètres sauf dispositions spécifiques coupe-feu dont l'exploitant justifie qu'elles apportent un niveau de protection équivalent.<br><br><u>Article R512-46-23 (Code de l'environnement) :</u><br><br>II. – Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation |

projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que certains équipements / dispositifs de l'installation n'étaient pas localisés conformément au plan de situation transmis dans le cadre du dépôt du dossier à enregistrement. Notamment, la torchère a été déplacée. D'après l'exploitant, elle est située à 15 mètres du stockage de digestat et à 10 mètres de l'épurateur.

Les nouvelles distances d'implantation doivent être vérifiées par l'exploitant.

Un dossier de Porter à connaissance doit être envoyé au Préfet pour notifier les modifications apportées à l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre un dossier pour porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation depuis le dépôt du dossier à enregistrement en novembre 2022.

Ce dossier doit contenir les nouveaux plans de l'installation et permettre de vérifier les distances d'implantation des différents équipements, conformément à l'article susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Surveillance de l'installation et astreinte.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation des secours

**Prescription contrôlée :**

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion.

L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les associés formant la SAS Méthaboul' avaient accès, depuis leurs téléphones, au suivi à distance de l'installation.

Les alarmes relatives au remplissage des deux trémies, au process de méthanisation, à l'épurateur ainsi qu'à la détection incendie, aux fuites de gaz et au risque inondation sont reportées sur les téléphones de deux des associés présents lors de la visite.

Ces derniers vivent à environ 10 km de l'installation et peuvent se rendre sur site en moins de 30 minutes pour la levée de doute en cas d'activation d'une des alarmes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.

**Constats :**

Les zones ATEX identifiées au sein de l'unité de méthanisation, dans le dossier à enregistrement, sont les suivantes :

- Soupape digesteur 1
- Soupape digesteur 2
- Soupape post-digesteur
- Soupape cuve de digestat liquide
- Puits à condensat
- Torchère
- Unité d'épuration
- Poste d'injection Biogaz

Le plan des zones ATEX a été consulté le jour de l'inspection.

Néanmoins, lors de la visite, l'inspection a constaté que d'autres locaux contenant des canalisations biogaz n'étaient pas considérés comme étant ATEX : le local technique et le local chaufferie.

L'exploitant doit vérifier avec son prestataire chargé du zonage ATEX si les deux locaux susmentionnés sont ATEX ou non.

|                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection a également constaté que les différentes zones ATEX n'avaient pas encore fait l'objet d'une signalisation (l'exploitant est en attente des autocollants par le constructeur).    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit vérifier le zonage ATEX de l'installation et transmettre le plan de zonage, à jour, à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                         |

**N° 4 : Clôture de l'installation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel.<br>Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter.<br>Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.<br>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a pu constater que l'installation était bien clôturée et munie d'un portail au niveau de l'accès principal (deux accès sur le site).<br>Néanmoins, les heures de réception ne sont pas indiquées au niveau de cet accès principal.<br><br>Pour ce qui est du stockage du digestat, il est réalisé dans une cuve avec dôme et non dans un bassin.                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit afficher à l'entrée du site les heures de réception de l'installation.<br>Une photo doit être transmise une fois le panneau affiché.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 5 : Accessibilité.**

|                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I. |
|------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation est équipée de deux accès, dont un accès principal.<br>Ces accès ont été vus en inspection et n'appellent pas d'observation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                         |

**N° 6 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.<br>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté le jour de la visite (conformément au dossier à enregistrement déposé) que tous les équipements localisés dans la zone de rétention (les deux digesteurs, le post digesteur et le stockage de digestat) ne sont pas accessibles sur toute la périphérie de la rétention.<br>Une aire de retournement devant la fumière pourrait permettre aux engins du SDIS de manœuvrer.<br>L'exploitant doit néanmoins justifier que les dimensions de cette aire, précisées dans l'article susvisé, sont bien respectées.                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit justifier que les dimensions de l'aire de retournement de l'article susvisé sont bien respectées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 7 : Accessibilité des secours**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions fixées par l'article 18 alinéa 2 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé sont complétées par les prescriptions spécifiques suivantes :</p> <p>L'accessibilité des secours devra être assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le portail d'entrée du site conçu et implanté de telle sorte qu'il garantisse en permanence l'accès rapide des engins de secours. En l'absence de personnel sur les lieux, un dispositif d'ouverture agréé par le SDIS 31 est installé sur le portail. Ce dispositif peut être de type carré (mâle de 6.5mm) ou triangle (femelle de 12mm) de manœuvre.</li> <li>- Des voies privées internes dites « pénétrantes » qui permettent l'accès des engins sur le site ainsi que l'acheminement du personnel de secours et de leur matériel, raccordées à la voie publique existante.</li> </ul> <p>Ces voies répondent aux caractéristiques définies à l'article 18-II de l'arrêté ministériel du 12/08/10 modifié, complétées par les paramètres suivants :</p> <p>Largeur minimale de la bande de roulement (bandes réservées au stationnement exclues) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3,00 mètres (si sens unique de circulation),</li> <li>• 6,00 mètres (si double sens de circulation ou voie en impasse).</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une consigne indique clairement l'interdiction du stationnement des véhicules quels qu'ils soient, au droit du point d'eau incendie, sur les accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet, de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics. Les caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité des engins de secours peuvent être retrouvées dans le guide accessibilité établi par le SDIS. Consultable et téléchargeable sur le site internet du SDIS 31 (<a href="http://www.sdis31.fr">www.sdis31.fr</a>) .</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection le jour de la visite qu'une boîte à clefs devait être installée au niveau de l'accès principal (à la demande du SDIS).</p> <p>Quelques pièces du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ont été transmises à l'inspection le jour de la visite, néanmoins, ces documents ne permettent pas de justifier du respect des dimensions des voies précisées à l'article susvisé.</p> <p>L'inspection n'a pas observé d'entrave sur les voies le jour de la visite.</p> <p>La consigne indiquant l'interdiction du stationnement des véhicules au niveau de la bâche incendie n'a pas encore été affichée. En complément, l'exploitant a indiqué qu'un marquage au sol ainsi qu'une chaîne devaient être mis en place au niveau de ce point d'eau.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs du respect des dimensions des voies du site ;</li> <li>- une photo lorsque la consigne, le marquage au sol ainsi que la chaîne seront mis en place au</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| niveau de la bâche incendie.                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                              |

#### N° 8 : Ventilation des locaux.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations ou zones occupées par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu inspecter le jour de la visite les quatre locaux du site : le local technique, le local électrique, le local chaufferie et le local épuration.</p> <p>Ces locaux sont bien ventilés, en effet les locaux électriques et épuration sont équipés d'une climatisation réversible tandis que les autres locaux sont munis d'extracteurs d'air ou de ventilations haute et basse.</p> <p>Concernant les détecteurs de gaz, le local épuration dispose de détecteurs de méthane (CH<sub>4</sub>) et de sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S). Néanmoins, l'inspection a constaté l'absence de détecteur de monoxyde de carbone.</p> <p>Les locaux techniques et chaufferie ne sont pas équipés de détecteurs gaz. Si ces locaux sont considérés comme des zones ATEX (voir constat n°3), ils devront être équipés avec les trois types de détecteurs gaz mentionnés dans l'article susvisé.</p> <p>Le local électrique n'est pas équipé de détecteurs gaz du fait de l'absence de passage de canalisation de gaz.</p>                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'équiper le local épuration d'un détecteur de monoxyde de carbone.</p> <p>Pour les locaux chaufferie et technique, s'ils devaient être considérés comme des zones ATEX (voir constat n°3), l'exploitant devra les équiper avec les 3 types de détecteurs gaz.</p> <p>Les justificatifs de mise en place de ces détecteurs devront être transmis à l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                              |

**N° 9 : Installations électriques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.</p>                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'il y avait bien un groupe électrogène sur le site (vu en visite). Cette alimentation de secours permet d'assurer en cas de panne électrique, durant une dizaine d'heures, le fonctionnement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'agitation ;</li> <li>- la soufflerie ;</li> <li>- le boudin de sertissage ;</li> <li>- la torchère.</li> </ul> <p>Des onduleurs prennent le relais en cas de microcoupures électriques.</p> <p>Le dossier des ouvrages exécutés ou tout autre document technique doit être transmis à l'inspection pour justifier que ces équipements sont bien secourus.</p> <p>Néanmoins, pour ce qui est du local épuration, aucun secours électrique n'est prévu. L'exploitant a indiqué à l'inspection, qu'en cas de panne électrique, il n'y aura pas d'injection de biogaz dans le réseau. Ce dernier point est également à justifier.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le dossier des ouvrages exécutés ou tout autre document technique pour justifier que les équipements susvisés sont bien secourus par des groupes électrogènes et des onduleurs. En outre, l'exploitant doit également justifier que l'injection du biogaz dans le réseau est coupée en cas de panne électrique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 10 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie / toxique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.(...)<br>Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).<br>Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a pu constater la mise en place de détecteurs de fumées dans le local électrique, le local technique et le local épuration. Seul le local chaufferie n'est pas équipé de détecteurs de fumées. Du fait du risque incendie de la chaudière, l'exploitant doit installer un détecteur dans le local chaufferie.<br><br>Concernant les sondes de température, l'exploitant dispose d'une sonde portative utilisée seulement pour les intrants stockés susceptibles de générer un auto-échauffement (tels que des céréales).<br><br>L'inspection recommande à l'exploitant de rédiger une procédure sur les modalités et conditions d'utilisation de cette sonde.                               |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit mettre en place un détecteur de fumées dans le local chaufferie.<br>La procédure relative à l'utilisation de la sonde doit être rédigée et transmise à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 11 : Moyens de défense incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions fixées par l'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé sont complétées par les prescriptions spécifiques suivantes :<br>a/ Pour assurer la défense intérieure contre l'incendie, l'exploitant met en place à proximité de ceux-ci les moyens d'extinction adaptés aux risques et en nombre suffisant. Ces matériels sont accessibles aux services de secours et de lutte contre l'incendie et de préférence à l'extérieur du local à risque. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b/ Une réserve incendie de capacité de 240 m<sup>3</sup> est prévue au Nord-Est du site. Elle est positionnée à proximité de la voirie d'où une facilité d'accès pour les pompiers. Cet équipement correspond aux exigences du SDIS 31, conformément au Règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (Arrêté préfectoral du 27 février 2017), consultable et téléchargeable sur le site internet, du SDIS 31.</p> <p>c/ Les équipements ci-dessus sont soumis et réceptionnés par le SDIS 31. Pour cela, une fois le point d'eau incendie installé, l'exploitant contacte le SDIS31 à l'adresse suivante :</p> <p>SDIS 31- Groupement Sud<br/>Service Potentiel Opérationnel<br/>Avenue du Cagire<br/>31800 Estancarbon Tel : 05 6 94 83 29</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La bâche à incendie d'un volume de 240 m<sup>3</sup> a été vue le jour de la visite et est visuellement en bon état.<br/>Elle est bien positionnée à proximité de la voirie.<br/>Le SDIS n'a pas encore réceptionné cet équipement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il revient à l'exploitant de faire venir le SDIS sur le site pour notamment réaliser la réception de la bâche incendie. Le justificatif de bonne réception de cet équipement doit ensuite être transmis à l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 12 : Ventilation et détection de gaz

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le local chaufferie et le local épuration font bien l'objet d'une ventilation (cf. fiche de constat n°8).</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux détecteurs de CH<sub>4</sub> et d'un détecteur de H<sub>2</sub>S (tous deux étant des détecteurs fixes) dans le local épuration.</p> <p>Le local chaufferie n'est pas équipé de détecteurs de gaz. Du fait de la présence possible de gaz dans ce local (le combustible de la chaudière est en effet du biogaz), cela constitue une non-conformité.</p> |

|                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                  |
| L'exploitant doit mettre en place des détecteurs gaz dans le local chaufferie.<br>Un justificatif (photo) doit être transmis à l'inspection dès mise en place de ces équipements. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                             |

**N° 13 : Dispositifs de rétention.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage du digestat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</li> </ul> <p>Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.</p>                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux digesteurs, le post digesteur et le stockage de digestat liquide sont situés dans une zone de rétention, ceinturée par un merlon.</p> <p>La pré-fosse est enterrée. L'exploitant précise que la cuve de la pré-fosse est en béton, sur un sol argileux.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection quelques plans issus du DOE.</p> <p>Ces plans ne permettent pas de vérifier la surface de rétention mentionnée dans le dossier d'enregistrement déposé, soit 3 707 m<sup>2</sup>.</p> <p>Par ailleurs, pour ce qui est de la pré-fosse, l'exploitant doit justifier de son étanchéité et doit préciser si une rétention est associée à ce stockage en cas de fuite (le dimensionnement de la zone de rétention réalisé dans le dossier à enregistrement n'incluait pas ce stockage).</p> <p>Enfin, lors de la visite, l'inspection a pu constater que <u>le local technique se situait en contrebas de la rétention</u>. En cas de fuite, le digestat sera donc retenu en premier lieu dans ce local. L'exploitant doit justifier qu'une perte éventuelle des utilités situées dans le local ne génèrera pas de sur-accident. Dans le cas contraire, un système doit être mis en place pour bloquer les écoulements dans ce local (sur-élévation du local, dispositif du type barrière, batardeau ou autre).</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la surface de rétention associée aux digesteurs / post digesteur / stockage de digestat, mentionnée dans le dossier d'enregistrement déposé, de 3 707 m<sup>2</sup>, est bien satisfaite (notamment avec des plans issus du DOE) ;</li> <li>- l'étanchéité de la pré-fosse est assurée et qu'une rétention est associée à ce stockage en cas de fuite ;</li> <li>- une perte des utilités situées dans le local technique ne génèrera pas de sur-accident ou qu'un système pour bloquer les écoulements dans ce local a été mis en place.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 14 : Dispositifs de rétention.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > II.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de rétention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage de digestat (dans une cuve avec dôme) et la pré-fosse, enterrée, sont équipés de jauges de niveau.</p> <p>Le contrôle visuel de la jauge du stockage de digestat liquide se fait quotidiennement et le volume associé est reporté sur une feuille de suivi, consultée le jour de l'inspection.</p> <p>Pour ce qui est de la pré-fosse, un laser pour le niveau haut permet le déclenchement d'une alarme, relayée sur le portable des associés du site.</p>                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 15 : Dispositifs de rétention.**

|                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > III.                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions constructives                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les</p> |

dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à  $10^{-7}$  mètres par seconde.
- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h / V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h / V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h / V calculé.

**Constats :**

Contrairement à ce qui a été indiqué dans le dossier d'enregistrement déposé, la rétention n'est pas assurée par une géomembrane PEHD.

L'exploitant doit donc transmettre à l'inspection l'étude géotechnique réalisée sur le site pour justifier de l'étanchéité des sols.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'étude géotechnique réalisée sur le site pour justifier de l'étanchéité des sols.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 16 : Rétention des eaux incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions fixées par l'article 39 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé sont complétées par les prescriptions spécifiques suivantes :

a/ La rétention des eaux d'incendie est assurée par deux bassins étanches d'un volume total de 955 m<sup>3</sup> minimum ;

b/ Ces bassins sont équipés d'une vanne d'isolement avant rejet vers le milieu naturel. Les bassins de régulation doivent disposer chacun en tout temps d'un volume de 240 m<sup>3</sup> pour recueillir les eaux d'extinction. Ces derniers sont aménagés de telle sorte que le prélèvement d'échantillon soit aisé ;

c/ Ces bassins sont entretenus annuellement (absence de joncs, d'herbes, ou autres matériaux). Une inspection visuelle est également réalisée annuellement. Le résultat de cette inspection est consigné dans le registre de sécurité. Si des travaux sont à prévoir, ils doivent être réalisés sans délai.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux bassins ont bien été vus lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection que l'étanchéité des bassins était assurée par le type de sol sous-jacent, argileux. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'étanchéité des bassins le jour de la visite (l'étude géotechnique doit être transmise, cf. fiche de constat précédente).</p> <p>L'inspection a bien constaté la présence des vannes à l'aval de chaque bassin.</p>                                                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments du DOE permettant de justifier du volume des deux bassins ;</li> <li>- l'étude géotechnique permettant de justifier de l'étanchéité des deux bassins ;</li> <li>- les plans du DOE voirie pour justifier de la présence des différents équipements sur le réseau (vannes et séparateurs à hydrocarbures notamment) ;</li> <li>- le plan des réseaux du site, à jour.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 17 :** Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolat.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 31</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un évent d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve. Dans le cas où les équipements de méthanisation sont abrités dans des locaux, le dispositif ci-dessus est complété par une zone de fragilisation de la toiture.</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements de méthanisation sont bien munis d'une membrane souple et de soupapes de respiration (2 soupapes pour la cuve de digestat liquide, 1 soupape pour les digesteurs et post-digester).</p> <p>L'exploitant a précisé que de l'antigel était utilisé pour les soupapes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 18 : Destruction du biogaz.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci.</p> <p>Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.</p> <p>Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Une torchère à flamme cachée est bien présente sur le site. L'exploitant doit transmettre les données techniques de cet équipement afin de vérifier s'il dispose d'un arrête-flammes. Les quatre ciels gazeux sont reliés à cet équipement.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure, le jour de la visite, de donner la pression de service de la torchère. Néanmoins, le constructeur a paramétré un déclenchement lorsque le ciel gazeux des cuves dépasse un taux de remplissage supérieur à 98%. Ce seuil d'actionnement de torchère pose question à l'inspection, en effet, ce seuil ne semble pas sécuritaire.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'en mesure de sécurité supplémentaire, les soupapes s'actionnaient en cas de défaut de déclenchement de la torchère. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de donner la pression de déclenchement des soupapes de sécurité.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit obtenir, de la part du constructeur, les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les données techniques relatives à la torchère, notamment sur le dispositif d'arrête-flammes ;</li><li>- la pression de service de la torchère (et la pression de déclenchement des soupapes) ;</li><li>- les préconisations pour un taux de remplissage maximal <u>sécuritaire</u>.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
|                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                 |

**N° 19 : Traitement du biogaz.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H <sub>2</sub> S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a confirmé à l'inspection le jour de la visite que l'installation était bien équipée d'un dispositif d'injection d'air.<br>Néanmoins, aucune consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection n'a été formalisée.                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit rédiger et transmettre cette consigne écrite à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 20 : Stockage du digestat.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage du digestat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité. La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.<br><br>Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| de stockage est interdit.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le digestat liquide est stocké dans la cuve de stockage, située dans la zone de rétention, et le digestat solide sera stocké dans le bâtiment à l'entrée du site (le jour de la visite, le bâtiment était vide, la séparation des phases liquide / solide n'étant pas encore en fonctionnement).                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 21 : bis - Réception des matières.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage du digestat                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que les cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) étaient stockées dans des silos bâchés et les fumiers dans le bâtiment "fumières".                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 22 : Surveillance de la méthanisation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés. |

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;
- la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;
- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté, sur l'écran de surveillance des installations, que la température et le taux de remplissage de biogaz étaient suivis en continu.

Les niveaux de liquide / mousse sont également mesurés.

Néanmoins, la pression du biogaz et la quantité produite ne sont pas renseignées dans l'outil de suivi.

Le pH et l'alcalinité ne sont, pour le moment, pas mesurés ni suivis. L'exploitant a précisé que l'achat d'un pH-mètre était prévu.

L'exploitant a également indiqué que des alarmes "anti-débordement" et "taux de remplissage du biogaz" étaient relayées sur le portable des associés, le cas échéant.

A noter que la mise en route de la torchère ne fait pas l'objet d'une information (du type alarme) aux exploitants.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit voir avec le constructeur pour faire apparaître sur l'outil de suivi la pression du biogaz et la quantité de biogaz produit dans les digesteurs / post-digesteur.

Pour ce qui est de la pression du biogaz, le seuil d'alarme associé doit être précisé à l'inspection.

Enfin, les justificatifs de mise en place des dispositifs de mesure du pH et de l'alcalinité doivent être transmis à l'inspection.

L'inspection préconise de mettre également en place une alarme relative à l'activation de la torchère.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 23 : bis - Systèmes d'épuration du biogaz.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque toxique

#### **Prescription contrôlée :**

Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :

- 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm<sup>3</sup>/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
- 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm<sup>3</sup>/ h. **A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.**

**Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.**

#### **Constats :**

Le jour de la visite, aucun document justificatif n'a pu être présenté.

L'exploitant ayant indiqué le jour de l'inspection que la capacité de production de l'installation est supérieure à 50 Nm<sup>3</sup>/h (170 Nm<sup>3</sup>/h en septembre 2025), il doit justifier que les gaz d'effluents ne contiennent pas plus de 0,5% de méthane.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que les gaz d'effluents ne contiennent pas plus de 0,5% de méthane.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 24 :** Composition du biogaz et prévention de son rejet.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets air

#### **Prescription contrôlée :**

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.

La teneur en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

#### **Constats :**

L'inspection a pu constater, sur l'automate de suivi du local épuration, que les teneurs en CH<sub>4</sub> et en H<sub>2</sub>S étaient mesurées en continu.

Le jour de la visite, la teneur en H<sub>2</sub>S était de 0 ppm.

Type de suites proposées : Sans suite